

Rééquilibrage ou déplacement vers l'Asie des pouvoirs économiques et financiers...

Conférence n°4

Ont participé à cette discussion :

Jean-Marie COLOMBANI, Journaliste et essayiste, Directeur du quotidien Le Monde de 1994 à 2007, Président, co-fondateur et directeur de la publication du site d'information SLATE.fr

Nicolas BAVEREZ, Économiste, Historien et Essayiste, Membre du comité directeur de l'institut Montaigne et du comité de direction de la revue Commentaire, Membre du comité d'éthique entrepreneuriale du MEDEF

I. Introduction

Jean-Marie COLOMBANI

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il m'apparaît utile de revenir sur quelques éléments de contexte. La récente crise économique et financière, qui n'est pas achevée, a accéléré le mouvement de rééquilibrage des rapports de force.

Les Etats-Unis ont perdu, dans la crise, leur statut de garant de la stabilité économique mondiale. L'Europe, dans le même temps, a révélé ses faiblesses structurelles. Au plan idéologique, le dogme de la vertu autorégulatrice des marchés a été ébranlé. Les puissances émergentes, pour leur part, ont accéléré leur développement et renforcé leur pouvoir mondial.

Est en train de s'esquisser, sous nos yeux, un nouveau partage de la puissance. Ainsi, le G20, instance planétaire destinée à éviter que la confrontation l'emporte sur la concertation, a donné naissance, en son sein, à un G2, associant la Chine et les Etats-Unis. Les Etats-Unis, de fait, accumulent les déficits et ont la Chine pour créancier principal. Cette dernière, à terme, pourrait remettre en cause l'hégémonie de la monnaie américaine. Paul Kennedy, historien hanté par l'idée du déclin, écrivait d'ailleurs récemment que le degré de dépendance des Etats-Unis aux investisseurs étrangers lui faisait penser à celui de Philippe II en Espagne ou de Louis XIV en d'autres temps.

L'Europe, pour le moment, a payé le plus tribut le plus lourd à la crise. En effet, cette dernière a mis en évidence les faiblesses structurelles :

- de l'Eurozone, dépourvue de gouvernement économique ;
- de l'Union Monétaire, marquée par une absence de convergence fiscale et d'intégration politique.

La crise, de fait, a affaibli, au sein de nos populations, l'idée-même de la construction européenne. Plus globalement, elle a emporté une profonde évolution de la gouvernance mondiale. En

novembre 2008 à la demande de la France, a été réuni le premier G20, se substituant aux G7 et G8. Pour rappel, la France va en assumer la présidence en 2011. C'est au sein de cette instance que s'installent les nouveaux rapports de force, lesquels peuvent être considérés de deux manières.

- D'aucuns insistent sur l'hétérogénéité de notre monde, marqué par des intérêts contradictoires, au sein de chaque ensemble.
- D'autres observent que sont en train de s'élaborer, sous nos yeux, de nouveaux rapports de force, dans le compromis et la concertation permanente.

Enfin, les pays émergents forment désormais des revendications de plus en plus politiques, dans un équilibre mondial en profonde évolution. Sommes-nous face à une rupture ou face à l'ouverture d'une nouvelle période plus durable ? La question doit se poser.

II. Dialogue à deux voix sur les pays émergents

Nicolas BAVEREZ

Le terme Crise vient du grec *Crisis*, qui est le point de basculement d'une maladie, soit vers la mort, soit vers la guérison. Chaque grande crise a été marquée par ce double-mouvement, se caractérisant par la mort d'un monde et la naissance d'un nouveau monde.

Le krach de 1987, le krach de 1997, la crise asiatique, la crise russe de 1998 ou la crise argentine de 2001 n'ont été, finalement, que des chocs à la portée limitée. *A contrario*, nous sommes en train de vivre l'une des plus grandes crises du capitalisme, qui affecte le cycle économique, la régulation du capitalisme et les grands équilibres du monde.

Cette crise est celle de la mondialisation, entamée en 1979 avec la révolution iranienne, l'invasion de l'Afghanistan, l'élection de Jean-Paul II, les réformes Thatcher et Volker. Ce mouvement s'était accéléré formidablement avec la chute du mur de Berlin en 1989. Durant cette période, l'émergence des pays du sud, qui n'avaient pas réussi à concilier décolonisation et modernité ou qui s'étaient lancés dans des expériences idéologiques rigides (Chine), n'a eu de cesse de croître. Dans les années 90, ils affichaient une croissance de 3,6 %, pour une croissance mondiale de 3,1 % et une croissance des pays du nord de 2,8 %. Dans les années 2000, ils enregistraient une croissance de 5,9 % pour une croissance mondiale de 3,4 % et une croissance des pays du nord de 1,6 %. Cette année, ils auront une croissance de 6,8 %, pour une croissance mondiale de 4,8 % et une croissance des pays du nord comprise entre 1 et 1,5 %.

Les pays émergents, en partie « émergés » à présent, représentent désormais 52 % de la production industrielle mondiale, 34 % de la consommation mondiale (27 % pour les Etats-Unis) ou 88 % des réserves de change mondiales.

Enfin, Angus Morrison, historien récemment décédé, avait réalisé des statistiques sur l'évolution du PIB mondial depuis l'Empire Romain. En 1700, la Chine et l'Inde représentaient 25 % du PIB mondial, pour 3 % dans les années 70. Depuis lors, ces deux pays reprennent de la vigueur, sortant de la « trappe du sous-développement ».

Jean-Marie COLOMBANI

L'expression « pays émergents » renvoie souvent aux BRIC (Brésil, Inde, Russie et Chine). Selon moi, il serait préférable de parler des BIC. En effet, la Russie n'est pas dans une situation comparable aux trois autres nations précitées.

Le Brésil est en train de devenir une grande puissance, ce qui se traduit dans ses revendications au sein du G20 ou devant le FMI. L'Inde et la Chine suivent le même mouvement. Suivent d'autres futures puissances, comme :

- l'Indonésie, puissance montante souvent négligée ;
- la Turquie.

Nicolas BAVEREZ

L'expression BRIC est sortie de l'échoppe de Goldman Sachs. Elle peut être remise en question. En effet, la Russie est un émirat gazier pétrolier, qui a bâti un capitalisme très particulier, lequel pourrait être appelé FSB Capitalisme (fusion de l'Etat et des services secrets / grands monopoles énergétiques). En cela, elle n'a pas du tout suivi le même schéma que l'Inde, le Brésil et la Chine, qui ont choisi de s'ouvrir au monde en vendant des produits de masse tournés vers les consommateurs occidentaux. La Chine l'a fait avec l'industrie, l'Inde avec les services et le Brésil avec l'agriculture. Tous essaient, aujourd'hui, de se diversifier.

Par ailleurs, le Brésil, où une élection présidentielle va être organisée dimanche dans un climat apaisé, et l'Inde sont des démocraties, ce que n'est pas la Chine. Les Indiens, souvent d'ailleurs, expliquent leur retrait par rapport à la Chine par leur statut de démocratie, estimant toutefois que cela jouera, à moyen terme, en leur faveur. Ces trois pays ont néanmoins en commun des taux de croissance élevés :

- 10,5 % pour la Chine en 2010 ;
- 8 % pour l'Inde en 2010 ;
- 7 % pour le Brésil en 2010.

La mondialisation est en train d'échapper au monde occidental et de se structurer autour de grands pôles, que seront :

- les Etats-Unis, dont le poids va diminuer ;
- la Chine, qui a pour idée de disposer d'une monnaie se substituant au dollar ;
- le Brésil ;
- l'Afrique du Sud.

Dans ce contexte, l'Europe parviendra-t-elle à tenir son rang ? *A contrario*, alors qu'elle a joué un rôle précurseur dans l'intégration des continents, va-t-elle s'installer dans une situation de rente, qui la marginaliserait au plan économique, comme elle l'est déjà au plan politique ?

Jean-Marie COLOMBANI

Cette question doit d'ailleurs être posée à tous les chefs d'entreprise. En 30 ans, la France s'est dotée de champions à vocation mondiale par grand secteur d'activité. Ces derniers, toutefois, regardent souvent en dehors des frontières européennes. Ainsi, 27 ou 28 % des revenus des entreprises du CAC40 proviennent des pays émergents. Dans trois ou quatre ans, 32 ou 33 % de leurs revenus devraient en émaner.

Cela étant, ces grands groupes, dans leurs stratégies, négligent souvent le territoire de l'Union Européenne, qui regroupe de 350 à 500 millions de consommateurs. Les pays émergents, pour leur part, vont, de manière croissante, se tourner vers leur marché intérieur. C'est notamment le cas de la Chine, où la pression sociale commence à se faire sentir. En février 1981, j'avais eu le privilège d'accompagner François Mitterrand à Pékin. Nous avons alors rencontré Deng Xiaoping qui nous avait dit : « *Peu importe, pour qui veut attraper la souris, que le chat soit gris ou que le chat soit blanc* ». Sur la base de cette seule formule, le pays s'est transformé de manière incroyable. Cette évolution s'est accompagnée de gigantesques mouvements de populations. Les Chinois, désormais, sont dans l'obligation, de ce fait, de se préoccuper de l'environnement, de la problématique liée à la couverture sociale et de leur marché intérieur.

L'Inde, pour sa part, est plus naturellement tournée vers son marché intérieur que la Chine. Ce pays, qui est démocratique, pâtit toutefois de lignes de fractures religieuses très fortes. Son système est plus autorégulé que ne l'est son équivalent chinois, où les ferments d'une tentation plus radicale commencent néanmoins à poindre.

Nicolas BAVEREZ

En Europe, il ne faut pas négliger la Turquie qui va afficher, cette année, une croissance de 13 %. Au plan économique, elle est très liée à l'Europe. Elle représente donc une source de production considérable et un marché conséquent. Dans le même temps, elle peut conduire trois politiques étrangères : vers l'Europe, vers l'Asie Soviétique ou vers le Monde Arabe. Ces lignes directrices n'étant pas compatibles, elle va devoir faire un choix.

Par ailleurs, les pays émergents ont longtemps été considérés comme des fournisseurs de main d'œuvre à bon marché, ce qui est de moins en moins le cas. En effet, le développement emporte une augmentation des salaires et porte en lui les fondements d'un Etat Providence. Au-delà, ces pays constituent une source de capital très importante. Il y est d'ailleurs souvent moins cher et mieux utilisé qu'ailleurs. A titre d'exemple, le taux d'épargne de la Chine, appelé à diminuer, s'établit à 40 % et cette manne est prioritairement tournée vers les investissements, ce qui n'est pas le cas au sein de nos pays.

L'effort de recherche de l'Asie dépasse, depuis 1998, celui de l'Europe. Six universités chinoises figurent désormais parmi les 200 premières universités mondiales. La Chine, de plus, est devenue le premier marché automobile mondial (13 millions de voitures vendues et 21 millions à horizon 2015). Le développement va emporter la constitution d'une classe moyenne importante. Aujourd'hui, elle représente déjà 400 millions de personnes en Chine, 300 millions en Inde, et 90 millions au Brésil.

Bien évidemment, ces pays ne sont pas des paradis pour autant, demeurant marqués par de profondes inégalités sociales ou géographiques. Néanmoins, ils constitueront une source majeure de croissance pour le capitalisme de demain et permettront de relancer la croissance avec une véritable demande.

Jean-Marie COLOMBANI

Les populations européennes, aujourd'hui, ont le sentiment, à travers ce mouvement de libéralisation des échanges et de mondialisation, d'être sous la menace d'un véritable « rouleau compresseur ». Aucun pays européen n'est en capacité d'affronter seul ce type de choc. Il est aujourd'hui indispensable de créer une politique énergétique européenne commune. A ce titre, le rapport Delors recommande la constitution d'une communauté européenne de l'énergie, pour repartir aux sources mêmes de la construction.

Enfin, les relations Sud / Sud sont désormais très importantes. Aujourd'hui ainsi, 70 % des mouvements migratoires de la planète s'opèrent dans le Sud. Il en va de même des échanges. Aussi la planète est-elle en train de se réorganiser de manière inédite.

Nicolas BAVEREZ

Absolument. Pour information, 300 millions de Chinois ont quitté la campagne pour les villes. Ils seront aussi nombreux dans les vingt prochaines années. Les Chinois ont la volonté de construire des zones plus autonomes et déconnectées de l'Occident, ayant compris qu'ils ne pourraient poursuivre leur développement en s'appuyant sur les seuls consommateurs occidentaux.

Le parti communiste chinois, prochainement, va lancer son 12^{ème} plan, lequel vise :

- la baisse de l'épargne ;
- l'accroissement des salaires et des revenus, pour infléchir la baisse de la consommation intérieure ;
- le renforcement des exigences environnementales ;
- l'internationalisation du yuan.

De l'autre côté, se pose la question de la réinvention du modèle occidental, qui a vécu en se finançant, au cours des dernières décennies :

- sur le crédit et la dette privée aux Etats-Unis, en Espagne, au Royaume-Unis et en Irlande ;
- sur le crédit et la dette publique en France.

Les Etats-Unis vont connaître un déclin qui restera relatif, car ils affichent :

- une bonne démographie ;
- une réelle attractivité ;
- une grande capacité de remise en cause.

Le Japon, pour sa part, est dans une situation très difficile. Depuis 1990, sa croissance est inférieure à 1 %. Pris dans une spirale déflationniste, il vit de ses rentes. Il devrait, tôt ou tard, connaître un déficit extérieur, ce qui est d'autant plus préjudiciable que sa dette publique représente 220 % de son PIB.

L'Europe est dans une situation intermédiaire, présentant des handicaps réels, tenant à :

- son vieillissement,
- sa sous-compétitivité (à l'exception de l'Allemagne) ;
- son surendettement ;
- la surévaluation de sa monnaie.

Dans le même temps, elle conserve des points forts :

- une épargne considérable (16 % de taux d'épargne en France, 12 % en Allemagne) ;
- des pôles d'excellence puissants ;
- des infrastructures de qualité ;
- de grandes universités ;
- une main d'œuvre bien formée.

Rien ne la prédisposait à inventer le capitalisme et la démocratie. Au XIII^{ème} siècle en effet, elle était très en retard sur les mondes asiatiques ou arabo-musulmans. Elle l'a toutefois fait, connaissant un réel miracle, fondé notamment sur les grandes découvertes.

L'Europe, quoi qu'il en soit, conserve une véritable capacité d'adaptation. Toutefois – et la France en fait partie -, les nations « à la traîne » doivent se moderniser. De surcroît, elle doit parvenir à relancer une véritable dynamique d'intégration. A l'horizon 2030 en effet, il semble que seule l'Allemagne puisse appartenir aux 20 plus grandes puissances du monde, en 7^{ème} ou en 8^{ème} position.

Jean-Marie COLOMBANI

La grande faiblesse de l'Allemagne réside dans sa démographie. Il en va de même de la Russie. La démographie demeure un élément clé dans le positionnement des nations les unes par rapport aux autres, comme l'avait indiqué, en son temps, l'inventeur de l'expression « Tiers Monde », Alfred Sauvy, par référence au Tiers Etat.

Les Etats-Unis reposent sur le moteur de l'innovation et de l'immigration, ce qui devrait rendre leur déclin très relatif. Il y a cinq ans, nombre de futurologues américains faisaient de l'Europe la puissance montante. Leur discours est beaucoup plus nuancé aujourd'hui, puisqu'ils scindent l'Europe en quatre parties :

- l'Europe Atlantique ;
- l'Europe du Nord ;
- l'Europe Méditerranéenne ;
- l'Europe de l'Est.

Ils imaginent une tentative de reconstitution, par la Russie, de son « glaciaire ». Parmi les actifs européens, des pays comme l'Ukraine pourraient, selon eux, revenir dans le giron russe, recréant ainsi une ligne de front potentiellement conflictuelle.

Toutes ces réflexions nous renvoient à la nécessaire renaissance d'un impératif européen.

Nicolas BAVEREZ

Le capitalisme, s'il est devenu universel, prend des formes très différentes selon les pays. Existe donc en permanence une tension entre cette universalité et ces différences, nourries par l'hétérogénéité des valeurs ou des cultures. Comment gérer ces contradictions à l'aide de régulations aux fondements purement nationaux ?

Les présentations économiques, de surcroît, tiennent très peu compte de la mondialisation. Très souvent en effet, elles se concentrent sur les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, triptyque ayant rythmé, régulé et réassuré le capitalisme dans la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle. Aujourd'hui pourtant, les choses ont changé. Ainsi, la Chine est devenue la 2^{ème} économie du monde. Au-delà, les informations relatives à l'Inde et au Brésil restent assez pauvres. Or il semble indispensable d'apprendre à connaître le fonctionnement de ces sociétés et économies.

Enfin, force est aujourd'hui de constater que les Etats qui contrôlent leurs économies et leurs sociétés gèrent finalement mieux le capitalisme que les démocraties. Il conviendra, dans le siècle qui vient, de répondre à ce défi.

Jean-Marie COLOMBANI

Il est possible d'adopter, face à ces changements, deux attitudes intellectuelles : une attitude pessimiste ou une attitude plus mesurée et plus optimiste. D'un point de vue pessimiste, force est de constater que :

- les systèmes, en dépit d'une dénomination commune, demeurent très hétérogènes ;
- les intérêts nationaux sont de plus en plus affirmés ;
- la Chine pourrait, si elle rencontrait des difficultés, trouver une issue nationaliste et militaire ;
- l'Inde et le Pakistan connaissent des tensions permanentes.

Ces différents éléments peuvent fonder une forme de théorie du chaos, selon laquelle nous n'échapperons pas au prix à payer qui a accompagné chaque changement de système. Au tournant de chacun des siècles nous ayant précédés ainsi, des guerres ont éclaté.

Il est également possible d'adopter une approche plus positive. Il convient d'admettre la diversité des modèles et l'hétérogénéité des situations. L'ONU n'est probablement plus adaptée, offrant un cadre trop vaste. Le G20 présente, en la matière, l'intérêt d'être une instance plus réduite de concertation et de négociations. Il est pour ainsi dire bien né. Pour rappel en novembre 2008, les gouvernements le composant ont évité à notre monde de faire un saut dans l'inconnu, qui aurait résulté de l'effondrement du système financier et monétaire.

Quoi qu'il en soit, les lignes de force sont connues. Les Etats-Unis connaissent le retour à une forme de développement « hémisphérique ». Concernant l'Europe, le centre de gravité s'est déplacé vers l'Est. Le fait que l'Europe de l'Ouest ne soit plus doit nous pousser chaque jour à devenir l'Europe, en portant un regard particulier sur la Méditerranée et l'Afrique. Cette dernière, encore aujourd'hui, est perçue avec une forme de commisération qui n'aura bientôt plus lieu d'être. L'Asie, pour sa part, constitue un pôle de développement gigantesque, qui va néanmoins tendre à se concentrer sur son propre marché

La création d'un Fonds Monétaire Européen a été longuement débattue en Europe, alors qu'un Fonds Monétaire Asiatique était déjà en cours de constitution, porté par une dizaine de pays de l'ASEAN et par la Chine, la Corée et le Japon. Cela démontre que les choses peuvent s'organiser en grands ensembles et en grands sous-ensembles.

Nicolas BAVEREZ

La crise est un choc déflationniste. Or ces chocs, souvent, posent des problèmes particuliers aux démocraties en ruinant les classes moyennes, ce qui emporte invariablement la montée du populisme, de l'extrémisme et de la xénophobie. Dans les années 30 pour rappel, nombre d'articles portaient sur le « péril jaune », qu'incarnait alors le Japon. Personne n'aurait l'idée de faire cela aujourd'hui.

Fondamentalement, la mondialisation a été à la source d'un progrès économique, moral et social, permettant à 1 milliard de personnes de sortir de la pauvreté au cours des 20 dernières années. Cette évolution, si elle a remis en cause un certain nombre des privilèges de l'Occident, a constitué un progrès très net pour l'Humanité.

Contrairement à ce que disait Lénine, très peu de guerres sont lancées pour des raisons économiques. Généralement en effet, elles naissent de problématiques politiques. A titre d'exemple, la guerre de 14-18 a éclaté alors que l'économie européenne était florissante. L'Europe s'était alors « suicidée » pour des raisons purement politiques. Par surcroît, *Mein Kampf* ne fait jamais mention de l'économie, étant de l'ordre de l'idéologie pure. La guerre, de fait, est généralement le domaine de la politique pure.

Par ailleurs, les années 2008 et 2009 ont connu le pire choc économique depuis 1929. En 2010, la croissance mondiale va s'établir à 4,8 % et le commerce international va croître de 13,5 %. En conséquence, le monde a réussi à sauver les banques, à soutenir l'économie et à éviter le protectionnisme. Il l'a, certes, payé au prix fort :

- les taux « 0 » des banques centrales ;
- l'accroissement de 40 points de PIB des dettes publiques des pays développés.

Cela étant, le choc a été bien géré. La régulation des banques et des marchés, si elle n'est pas parfaite, s'est renforcée, même si l'hétérogénéité des normes et des règles crée des risques de frottement et des risques systémiques.

La gestion du système mondial devra emporter de grandes négociations sur le commerce, les monnaies, les risques globaux et le climat. Aujourd'hui, le G20 est en route. L'on verra s'il est en capacité de se saisir de la problématique monétaire durant la présidence française. Le cycle

« Commerce » de Doha est à l'arrêt. En outre, le sommet de Copenhague a été un échec cinglant. Cela étant, il marquait l'accord, pour la première fois, de tous les pays du monde pour débattre de l'environnement. De surcroît, la Chine, qui est en train de devenir le leader mondial dans le domaine des énergies renouvelables, marque une préoccupation croissante pour l'environnement, ce qui est notable.

Jean-Marie COLOMBANI

Aux Etats-Unis, de nombreuses voix s'élèvent désormais pour inciter le gouvernement américain à se préoccuper de l'environnement et des nouvelles normes écologiques. En effet, elles redoutent que les Chinois, en phase de conversion aux énergies vertes, ne prennent une avance insurmontable. L'heure tournant enfin, je vous laisse la parole.

III. Questions de la salle

Un intervenant

N'avez-vous pas le sentiment que nous sommes entrés dans un système hypothéquant la croissance européenne au profit de celle la Chine ou de l'Inde ? La Chine a capté le savoir-faire et la compétitivité de l'Europe et des pays occidentaux. Son arrivée dans l'OMC en 2001 a créé une véritable déflagration, qui a donné lieu à la crise des *subprimes*. En effet, la croissance des entreprises occidentales a poussé les banques à réaliser de grands performances et, par extension, à développer les *subprimes*. *In fine*, ce sont les sociétés affichant un coût de productivité très faible qui ont su tirer leur épingle du jeu.

Nicolas BAVEREZ

Le bilan est, je crois, positif au plan mondial. L'émergence d'une classe moyenne mondiale, en effet, est une bonne chose.

Pour l'Occident, le bilan de la crise est négatif. La mondialisation et le développement des pays du sud n'en sont toutefois pas à l'origine. Pour rappel, les économies de bulle, au sein des pays émergents, sont des économies de flux. Tirant les leçons de la crise asiatique, ces pays ont accumulé, entre leurs excédents budgétaires, leurs excédents commerciaux et leurs réserves de change, de quoi réassurer leurs systèmes bancaires.

L'Occident conserve la maîtrise de la plupart des actifs. A titre d'exemple, un Américain, aujourd'hui, a 6,5 années de revenus en actif. L'Europe va devoir choisir sa stratégie :

- s'installer dans une logique de rente en conservant ses actifs ;
- se remettre à produire et à innover.

Il est vrai que des transferts de technologie importants, peut-être inconsidérés, ont été opérés, notamment vers la Chine, ce qui pose un problème particulier, du point de vue des règles de fonctionnement du capitalisme. En effet, la Chine est la 2^{ème} économie du monde dans un système ouvert, mais possède une monnaie non convertible, n'est pas un état de droit et se moque de la

protection de la propriété industrielle et intellectuelle. De fait, Siemens ou Alstom se sont fait piller l'essentiel de leurs technologies par les Chinois, qui sont en train de prendre le *leadership* mondial dans le domaine de la grande vitesse ferroviaire. Les Chinois, de la même manière, développent des réacteurs nucléaires à des prix imbattables. Ils ont également remporté des appels d'offre de concessions autoroutières en Pologne l'an passé. Ils ont compris que l'Europe Centrale et Orientale permettait d'investir le marché européen.

Au-delà, l'Europe doit être beaucoup plus exigeante en matière de respect des règles. Elle doit faire face à des politiques de dévaluation compétitive. En effet, la FED, pour relancer l'économie américaine, a organisé la chute du dollar. Enfin, l'Europe doit-elle se remettre à investir, à innover et à produire ? Elle se doit de répondre à cette question rapidement.

Un intervenant

Des leaders mondiaux, dont personne n'avait entendu parler il y a trois ou quatre ans, émergent aujourd'hui extrêmement rapidement. J'ai récemment appris que le premier producteur mondial d'inox était chinois. Les entreprises des pays émergents jouissent de marchés intérieurs relativement protégés et d'une main d'œuvre peu payée et travaillant beaucoup. Face à ce constat, l'accroissement des impôts est-il la bonne solution ? Ne faudrait-il pas plutôt remettre accroître la durée du travail ?

Nicolas BAVEREZ

Les dix premières entreprises créatrices de valeur, au cours des cinq dernières années, ont été asiatiques. Cela étant, des entreprises comme Apple ont su obtenir des résultats remarquables. De ce fait, rien n'est encore joué.

Au sein de l'ensemble des pays développés par ailleurs, la dette a progressé de 40 points de PIB. Aussi la rigueur va-t-elle être de mise durant dix années, ce qui va exiger :

- la réduction des dépenses ;
- la progression du poids de la fiscalité.

Au-delà, tous les pays ne sont pas dans une situation comparable. La France est dans une passe délicate, du fait de son déficit structurel, affichant :

- des dépenses publiques représentant 56 points de PIB ;
- des recettes publiques représentant 47 points de PIB.

Il est donc plus délicat d'y faire progresser les impôts qu'aux Etats-Unis, où ils ne représentent que 31 points de PIB.

Comme souvent par ailleurs, les Anglais nous ont peut être donné un début de réponse. Face à la rigueur en effet, les conservateurs britanniques ont souhaité instaurer de l'innovation politique et sociale. Ainsi, ils considèrent que la dilatation de l'Etat Providence détruit du lien politique et social. Aussi souhaitent-ils utiliser l'Etat pour recréer du lien social, politique et civique, en dehors de la redistribution d'argent public, qui a sans doute touché ses limites.

Enfin, il va être nécessaire de donner, face à la rigueur, des motifs d'espoir à nos concitoyens. En cela, l'idée des conservateurs britanniques peut servir d'inspiration.

Jean-Marie COLOMBANI

Les Britanniques acceptent, culturellement, l'austérité, comprenant que les déficits doivent être ramenés à zéro. En France, la culture à l'égard des déficits est très différente. Les Britanniques acceptent également un niveau de pauvreté bien supérieur aux Français.

Par ailleurs, un débat s'est instauré en Grande-Bretagne, s'articulant autour de la question suivante : jusqu'où l'austérité peut-elle aller sans toucher aux éléments d'Etat Providence qui concernent les classes moyennes et les exclus ? Le programme d'austérité de la Grande Bretagne préserve quelques axes relevant de l'Etat Providence, au nom de la sauvegarde des classes moyennes. Dans ce cadre, le service de santé, l'éducation ou nombre d'allocations seront maintenues.

Un intervenant

L'interdépendance des économies chinoises et américaines est fréquemment évoquée. Schématiquement, la Chine détient la dette américaine et les Etats-Unis importent les produits de consommation fabriqués en Chine. Quels pourraient être, selon vous, les impacts du développement de la classe moyenne chinoise et d'un marché intérieur chinois sur les relations entre la Chine et les Etats-Unis ? Si le marché intérieur chinois se développait, les Chinois accepteraient-ils toujours d'acheter de la dette américaine ?

Nicolas BAVEREZ

Le système ne peut être rééquilibré qu'au prix de la réduction des déséquilibres structurels de cette nature. Barack Obama est actuellement très affaibli politiquement alors que le modèle américain a commencé à évoluer.

- L'endettement des ménages américains est passé de 130 à 120 % du revenu disponible.
- Le taux d'épargne est passé de 1 à 6 %.
- Le déficit commercial américain va mécaniquement se réduire du fait de la baisse du dollar.
- Les investissements dans les nouvelles technologies sont conséquents.
- Le nombre d'heures travaillées progresse considérablement et les gains de productivité sont importants.

En réalité, le modèle américain a commencé à bouger.

Pour qu'un rééquilibrage soit constaté, l'Occident doit se remettre à investir et à produire et le Sud doit se mettre à consommer. Cette évolution doit être suffisamment progressive et rapide pour éviter que l'exaspération des classes moyennes du monde développé n'emporte un réflexe protectionniste.

Les trois moteurs de croissance sur lesquels il conviendra d'agir sont d'ores et déjà connus. Il s'agit :

- de la demande des classes moyennes du Sud ;
- de l'économie verte et de l'économie grise ;
- des nouvelles technologies (nanotechnologies et biotechnologies).

Parviendrons-nous à gérer ces nécessités de manière coordonnée en évitant l'explosion des antagonismes ? Personne ne le sait. C'est, quoi qu'il en soit, encore possible et la bonne gestion du choc des deux dernières années doit nous inciter à l'optimisme. Pour rappel enfin, le plan de relance le plus important a été conduit par la Chine, représentant 40 points de PIB. Cela atteste de la prise de conscience, par la Chine, de l'interdépendance actuelle entre les états du monde.

Jean-Marie COLOMBANI

C'est sur cette note d'optimisme relatif que je vous souhaite une bonne fin de journée.